

-A5  
F  
APRIL/77  
DOCS C2

# Hebdo Canada



Volume 5, N° 16  
(Hebdomadaire)

le 20 avril 1977

Ottawa, Canada.

Le Canada et la question de l'apartheid en Afrique du Sud .....	1
Visite au Mexique du SEAE .....	2
Permis d'importation de bovins ....	2
Le Canada sera l'hôte de la réunion des Amis du Sahel .....	3
Ça brille et c'est facile d'emploi ..	3
Le Mexique rend hommage à un professeur canadien .....	4
Essor à l'École des infirmières de McGill .....	4
Première visite en Irlande du Carrousel de la G.R.C. ....	4
La chronique des arts .....	5
Nouveaux appareils-radio portatifs .	6
L'Offre et la demande de pétrole ...	6
Nouvelle brèves .....	6

## Le Canada et la question de l'apartheid en Afrique du Sud

*Extraits du texte de la déclaration faite par l'ambassadeur et représentant du Canada auprès des Nations Unies, M. William H. Barton, dans le cadre du débat du Conseil de sécurité sur la question de l'Afrique du Sud*

...Le gouvernement du Canada a réaffirmé maintes et maintes fois son aversion pour les politiques d'apartheid du gouvernement de l'Afrique du Sud, et pour le mode de discrimination raciale qu'elles institutionnalisent. Le système d'apartheid est cruel et dégradant en ce qu'il influence la vie quotidienne et les possibilités de la grande majorité des citoyens en ce pays. Ceux-ci ne peuvent participer pleinement à la vie économique, sociale, politique et culturelle de leur pays sur une base d'équité avec tous les autres citoyens. Leur vie est astreinte à un fouillis législatif qui prescrit quels emplois ils peuvent avoir, à quel niveau, à quel salaire; quelle sorte d'instruction leur sera donnée, à eux et à leurs enfants; où ils peuvent vivre, s'ils doivent vivre séparés de leurs familles; qui ils peuvent rencontrer et dans quelles circonstances. La cruauté du système se retrouve non seulement dans les répressions et persécutions quotidiennes des Africains et autres gens de couleur, mais aussi dans le fait qu'hommes et femmes ne peuvent espérer vivre en paix qu'en acceptant le rôle inférieur et inéquitable qui leur est assigné par cette société, sachant que ce sera là le sort, à perpétuité, de leurs enfants et petits-enfants, pour des générations.

### La politique de "bantoustanisation"

Un prolongement direct et tout aussi inacceptable de l'apartheid est la politique de "bantoustanisation". Le gouvernement du Canada ainsi que tous les autres États membres de l'ONU, ont jusqu'ici rejeté la prétendue indépendance du Transkei, premier rejeton du système des "Bantoustans". Nous avons posé ce geste parce que ce système, présenté comme une forme d'autodétermination, consiste à accorder à 80 p. cent de la population de l'Afrique du Sud des droits sur seulement 13 p. cent du territoire. Or, le territoire dévolu aux Noirs est souvent pauvre

et impossible à exploiter. Bien plus, les terrains des Bantoustans sont divisés en au moins dix parcelles incultivables, et séparées les unes des autres par des terres réservées aux Blancs. Ce système est également très discriminatoire envers les millions de citoyens africains qui ne se rattachent directement à aucun foyer bantou et dont les attaches présentes et futures se trouvent dans la ville industrialisée; discriminatoire aussi envers ceux qui quittent chaque jour leur commune éloignée pour se rendre à leur travail. Ce n'est pas ainsi que seront satisfaits les besoins futurs de tous les Sud-Africains. Enfin, ces divisions économiques artificielles sont insensées dans une économie nationale et internationale avancée qui appelle une intégration régionale accrue sur le plan économique, et non l'inverse.

...Les actes de violence qui ont eu lieu il y a 17 ans à Sharpeville, et, l'an dernier, à Soweto, où il y a eu au moins 400 morts, ne sont pas le fruit d'une influence étrangère, comme l'a prétendu l'Afrique du Sud; ils traduisent plutôt la frustration et le mécontentement profonds de la majorité, et sa détermination à obtenir la justice sociale, économique et politique qui lui a été refusée pendant si longtemps.

...Les citoyens lésés de l'Afrique du Sud ne réclament rien de plus que les droits fondamentaux de l'homme, et ils ne prendront de repos que lorsque ce but sera atteint.

Les événements survenus à Soweto se sont soldés par une terrible tragédie humaine. Toutefois, la réaction du gouvernement de l'Afrique du Sud à ces événements a constitué la plus grande de toutes les tragédies. En effet, des milliers de gens ont été détenus sans accusation, ou arrêtés seulement parce qu'on savait qu'ils étaient des dirigeants sociaux, religieux ou politiques. Des douzaines d'autres ont été jugés selon les lois répressives de l'apar-

